

Unité Départementale du Hainaut

Equipe V2

Parc d'Activités de l'Aérodrome

BP 40137

59303 Valenciennes cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Ets STROH

26 bis boulevard Caraman
59220 Denain

Références : VH/V2.2023.127

Code AIOT : 0007004089

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2023 dans l'établissement STROH implanté 26 bis, boulevard Caraman 59220 Denain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STROH
- 26 bis, boulevard Caraman 59220 Denain
- Code AIOT : 0007004089
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société « Les Établissements STROH », située sur la commune de Denain, est autorisée par arrêté préfectoral du 20 août 1986 pour l'activité de récupération et tri de métaux ferreux et non ferreux.

Cette activité est exercée sur les parcelles cadastrales AK 414, AK 807 et AK 808 d'une superficie totale de 4 148 m².

La collecte des métaux s'effectue auprès des industriels et par apport de particulier.

L'activité menée sur le site relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

- 2713 : Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 sous le régime de l'enregistrement ;
- 2710-1 Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, Installation de collecte de déchets dangereux sous le régime de l'autorisation ;
- 2710-2 Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, Installation de collecte de déchets non-dangereux sous le régime de l'enregistrement ;
- 2718-1 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses sous le régime de l'autorisation .

La société bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 20 août 1986, arrêté modifié par arrêté préfectoral du 23 janvier 2013 suite à la parution du Décret n°2010-369 modifiant la nomenclature des installations classées.

Le référentiel utilisé pour l'inspection est l'arrêté d'autorisation du 20 août 1986 complété par l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 de prescriptions générales pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action Nationale 2023 collecte DEEE / Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Code de l'environnement article R. 511-9	/	Sans objet
2	Dispositions Incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7	/	Sans objet
3	Dispositions Incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Observation
4	Dispositions Incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet

Plan d'action en lien avec l'état de pollution des sols :

L'établissement a fait l'objet d'un diagnostic de la qualité des sols par Tauw France en 2008, complétée par un second diagnostic réalisé par Kalies en 2011.

L'inspection avait demandé à l'exploitant de proposer un plan d'actions à mener sur site conformément aux recommandations faites par Kalies dans son diagnostic de la qualité des sols en 2011.

Une nouvelle campagne d'investigation a été réalisée en octobre 2013 par le bureau Tauw.

Les résultats d'analyses menés ont permis de noter la présence, uniquement dans la couche de remblais, de teneurs anormales de composés non volatils (métaux lourds et/ou fractions lourdes d'hydrocarbures totaux). Ces teneurs en concentrations sont réparties de manière hétérogène sur le site.

Le bureau d'étude Tauw France préconisait un plan d'action afin de confiner des sols à nu (soit à l'aide d'une couche de gravier suffisamment épaisse (5 à 10 cm) soit par la mise en œuvre d'un revêtement pérenne). En l'absence de migration de composés observés dans les remblais vers le terrain naturel (et donc potentiellement vers la nappe), la mise en place d'un confinement étanche sur l'ensemble du site afin de limiter la percolation d'eau sur les remblais n'était pas indispensable.

L'exploitant n'a pas fait de proposition sur le plan d'action à mener sur le site suite aux recommandations faites par le dernier rapport de 2013.

Néanmoins, l'inspection a pu constater que des mesures sont mises en œuvre (mise en œuvre de ternaie, compactage, nettoyage du site...) à intervalle régulier mais que ces mesures et les dispositions de contrôles associées (épaisseur notamment) ne sont pas formalisées.

Par conséquent, il convient pour l'exploitant de transmettre un plan d'actions détaillé comprenant notamment :

- le choix des travaux de confinement des sols au niveau des zones dites sensibles (graviers revêtement pérenne,...) ;
- le planning prévisionnel des travaux à réaliser sur le site ;
- la présentation des résultats (rapport, photographies, respect des recommandations du bureau d'étude,...).

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Action nationale 2023 prise en charge DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques) :
De part les activités menées sur site, celui-ci était susceptible de prendre en charge et de traiter des DEEE.

Aucun DEEE n'a été constaté sur site le jour de la visite.

L'inspection constate que l'exploitant n'est pas un opérateur de transit de DEEE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement article R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales DEEE 2023, Classification de l'installation contrôlée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.
<p>Constats : La société bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 20 août 1986, arrêté modifié par arrêté préfectoral du 23 janvier 2013 suite à la parution du Décret n°2010-369 modifiant la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'activité menée sur le site relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2713 : Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 sous le régime de l'enregistrement ; - 2710-1 Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, Installation de collecte de déchets dangereux sous le régime de l'autorisation ; - 2710-2 Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, Installation de collecte de déchets non-dangereux sous le régime de l'enregistrement ; - 2718-1 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses sous le régime de l'autorisation. <p>Le site accueille exclusivement des métaux et ferrailles usagées par apport de particuliers ou d'entreprises.</p> <p>Le déchargement a lieu sur une zone spécifique et sous contrôle d'un opérateur.</p> <p>Les déchets dangereux admis sur site sont des batteries automobiles et des moteurs usagés.</p> <p>Il n'accueille pas de DEEE, aucun DEEE n'a été constaté sur site le jour de la visite. L'inspection constate que l'exploitant n'est pas un opérateur de transit de DEEE.</p> <p>Néanmoins, en cas d'apport involontaire, une benne spécifique est dédiée à ce type de déchets. L'exploitant élimine alors ces déchets dans les entreprises suivantes (GALLOO et DERICHEBOURG installations autorisée à accueillir ce type de déchets).</p> <p>Il a indiqué connaître les dispositions relatives à l'obligation de remettre ce type de déchets à un opérateur disposant d'un contrat prévu par l'article R.543-200-1.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Accessibilité</p> <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment</p>

<p>l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en oeuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>[...]</p> <p>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)</p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ; - longueur minimale de 10 mètres ; <p>présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>Même si ces dispositions réglementaires ne sont pas applicables aux installations existantes (cf. annexe II de l'AM du 06/06/2018 susmentionné), il a été observé lors de l'inspection les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le site est accessible depuis la voie publique, cet accès est dimensionné pour permettre le passage des véhicules d'intervention. - une voie engin est présente dans le chantier (cf plan en annexe 1), a voie engin est dimensionnée pour pouvoir accueillir la circulation des camions et engins de chantier (camions, grue de chantier, bennes,...). <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Dispositions Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.</p> <p>[...]</p>

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
<p>Constats : Des moyens de lutte incendies sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs répartis sur le site (16 au total) et à proximité des installations susceptibles d'être à l'origine de départs de feu (2 Extincteurs n'étaient pas dans leur emplacement mais étaient stockés dans une dépendance annexe) ; - 2 poteaux incendie sont situés sur la voie publique à proximité du site : <ul style="list-style-type: none"> - Pi au carrefour Turenne /Bvd Caraman - Pi au 36 Bvd Caraman <p>Ces Pi sont situés à moins de 100 m du site.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de communiquer les débits disponibles sur ces poteaux.</p> <p>Il n'y a pas de bâtiments à risque spécifique, l'ensemble des stockages a lieu en extérieur dans des bennes ou des emplacements spécifiques.</p> <p>La dernière vérification périodique des extincteurs a eu lieu le 15/11/2022 (vignette présente sur les extincteurs) suite au devis SOMEX n° DV039805 de remplacement du 11/07/2022).</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de vérifier régulièrement que les extincteurs restent dans les emplacements identifiés.</p> <p>L'exploitant se rapprochera du gestionnaire du réseau de défense incendie afin de connaître les débits disponibles sur les poteaux incendie situés à proximité. Il communiquera ces mesures sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.</p>
<p>Constats : Le dernier rapport de vérification périodique a été présenté.</p> <p>Rapport APAVE référencé 1705972-003-1 en date du 13/10/2022 (3 observations, pas de non conformité).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet